



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 31 MARS 1996 N° 239

PRIX 4 FF



NON

AUX EXPULSIONS!

NON AUX LOIS PASQUA!

SOMMAIRE AU VERSO

Page 2
Editorial

Page 3
Benin: Kérékou II, le retour

-Paris: Manifestation contre la politique anti-immigrée...

Page 4
Tchad: Référendum ou plébiscite?

Page 5
Mali: Un accord de plus entre le pouvoir et les mouvements Touaregs

Page 6
Cote d'Ivoire: -Conférence de presse de Kablan Duncan...
- E n c o r e u n e augmentation du prix de l'eau?
-La montée de la politique ethniste

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

IMMIGRATION**NON AUX EXPULSIONS!
NON AUX LOIS PASQUA!**

Depuis plus d'une semaine, près de 300 Africains sans-papiers, qui demandaient la régularisation de leur situation administrative, ont été évacués manu militari par la police à deux reprises des locaux où ils s'étaient réfugiés. Puis, au moins 50 d'entre eux ont été expulsés vers le Mali.

Actuellement, il y a encore plus de 200 immigrés sans-papiers qui sont entassés dans des locaux en réfection où il n'y a qu'une toilette et pas de chauffage. Ainsi, depuis plusieurs jours ces immigrés -parmi lesquels une centaine d'enfants-vivent dans le froid, dans des conditions inhumaines, sans avoir ne serait-ce que la possibilité de se laver.

Ces immigrés dont certains sont hébergés par des parents, vivent dans la peur permanente d'être expulsés. Pourtant la plupart d'entre eux vivent ici et travaillent depuis plusieurs années. Beaucoup de leurs enfants sont d'ailleurs nés ici et donc en principe de nationalité française.

Mais le gouvernement français ne tient guère compte de tout cela. Avec les lois Pasqua, il a rendu plus difficile la possibilité pour les immigrés d'obtenir ou de renouveler leur titre de séjour. Ceux-ci sont ainsi mis de fait dans la situation d'être expulsés à tout moment.

Et la police française n'hésite pas à traquer, pourchasser les immigrés dits "clandestins". De temps en temps, ceux-ci sont regroupés par dizaines et renvoyés par charter dans leurs pays d'origine, comme cela s'est passé récemment.

En arrêtant et en expulsant de façon spectaculaire des immigrés, le gouvernement cherche, par sa fermeté, à plaire à l'électorat du Front National et à rassurer une partie de son propre électorat sensible aux idées racistes et anti-immigrées de ce parti d'extrême-droite.

En agissant de la sorte, le gouvernement contribue à rendre un peu plus crédible cette idée mensongère et démagogique selon laquelle

l'immigration serait la cause du chômage croissant et de l'insécurité. La réalité est que le chômage et tous les autres problèmes sociaux sont les conséquences de la crise économique face à laquelle

tous les gouvernements sont impuissants depuis plus de 20 ans.

Mais il est plus facile de désigner des immigrés comme boucs-émissaires que de trouver des solutions à la crise.

MANIFESTATION CONTRE LA POLITIQUE ANTI-IMMIGREE DU GOUVERNEMENT

Le 30 mars, a eu lieu à Paris une manifestation (appelée par diverses organisations humanitaires, syndicales et politiques) pour dénoncer la chasse que le gouvernement français mène aux immigrés sans-papiers dont près de 50 d'entre eux ont été récemment expulsés et plus de 200 autres actuellement logés dans des conditions inhumaines.

Au cours de cette manifestation, parmi les slogans qui revenaient le plus souvent, on pouvait entendre: "Il faut s'attaquer à la misère et pas aux immigrés", "Plus de droits à la police, mais la justice nulle part", "Français et immigrés, mêmes patrons, même combat", ou encore

"Nous sommes tous des sans-papiers", etc.

La politique du gouvernement contre les immigrés sans-papiers fait partie des attaques que celui-ci porte contre l'ensemble des travailleurs. Il est donc normal que des travailleurs français, à travers cette manifestation, apportent leur soutien à leurs frères immigrés, plus exposés, parce que constituant la cible la plus facile à atteindre (de la classe ouvrière).

Cette manifestation de soutien aux immigrés - à laquelle ceux-ci ont bien entendu pris part - est la deuxième du genre en une semaine. C'est un réconfort moral. Et cela est la moindre des choses.

BENIN

KEREKOU II, LE RETOUR

L'ancien dictateur sanguinaire du Bénin qui avait régné sans partage entre octobre 1972 et mars 1991, revient au pouvoir à la suite de sa victoire électorale contre son prédécesseur Soglo qui l'avait battu lors des élections de 1991.

La victoire de Kérékou signifie surtout le désaveu du régime de Soglo qui, après avoir promis quelques changements lors de la campagne électorale précédente et qui, une fois arrivé au pouvoir ne s'est pas comporté très différemment de la clique précédente en matière de dilapidation des fonds publics, de corruption et de clientélisme. La

seule différence, c'est qu'il avait accepté le multipartisme.

Avant de céder le pouvoir en 1991, Kérékou avait obtenu de son remplaçant une amnistie, par avance, sur toute poursuite judiciaire à son encontre et à l'encontre de tous ceux qui ont été au pouvoir avec lui. C'est ainsi que, blanchi par Soglo, il avait continué à vivre tranquillement dans le luxe au Bénin, et préparé soigneusement son retour au pouvoir. Tel un caméléon, il avait changé son ancien habit de dictateur en tissant des liens avec les partis d'opposition et en se présentant comme un recours. La

situation déplorable laissée par cinq années de régime de Soglo lui a facilité la tâche.



Tout comme Kérékou, Soglo vient de demander par avance son amnistie

en cas de poursuite judiciaire. Il a menacé le nouveau régime de trouble dans le pays si jamais on ne lui accordait pas cette amnistie.

Il est fort probable que Kérékou lui rende la pareille. Et Soglo attendra peut-être que son tour viendra. Et comme le caméléon il changera lui aussi ses habits souillés par cinq ans de pouvoir... et ainsi de suite.

C'est ce que ces messieurs du pouvoir ou un certain nombre de journalistes de la grande presse appellent "l'alternance démocratique". Alternance entre cliques politiques pour se remplir les poches, oui, mais certainement pas démocratie!

TCHAD

REFERENDUM OU PLEBISCITE ?

Le 31 mars, tous les Tchadiens inscrits sur les listes électorales sont invités à se prononcer, par référendum, sur un nouveau projet de constitution élaboré par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et le Conseil Supérieur de Transition (CST).

Le dictateur Deby arrivé au pouvoir par la force des armes cherche certainement à légitimer son pouvoir et à se faire passer pour un démocrate. Et les partis d'opposition jouent son jeu.

C'est ainsi que vingt-neuf partis officiellement reconnus ont battu campagne pour le "Non". Ils accusent le gouvernement qui a la haute main sur la CENI et le CST de n'avoir pas pris en considération certaines de leurs revendications (notamment sur le bilinguisme et la forme de l'Etat, fédéral ou décentralisé). Ils reprochent au gouvernement de se lancer dans le processus électoral sans auparavant mener une campagne civique auprès des populations. Aussi, en

appellent-ils à un vote-sanction contre le pouvoir. Cette campagne est surtout menée par des jeunes dirigeants de l'opposition en mal de poste. On y trouve par exemple Saleh Kebzabo (UNDR), Yorongar (FAR), Ketté (CSNPD).

Vingt-neuf autres partis d'opposition également reconnus ont appelé à voter "Oui". Leur argumentation principale se résume comme suit: Il vaut mieux une constitution boiteuse qu'un vide juridique. Car pour ces dirigeants dont la plupart sont des vieux routiers de la politique toujours avides de pouvoir, ils ont d'avance peur de tout changement. Il s'agit des dirigeants comme Lamana Abdoulaye (UN), Kamougué (URD), Hel Bongo (sans parti).

Ici dans l'immigration, les ressortissants Tchadiens sont appelés à voter à l'ambassade. Il y a également deux camps: les partisans du "Oui" et les partisans du "Non". Cependant les deux parties font bloc pour condamner ceux qui

refusent de voter; elles leur reprochent de faire le jeu du pouvoir.

Quelle naïveté de croire à cette mascarade électorale! D'entrée de jeu ce processus est entaché de nombreuses irrégularités à tel point qu'un groupe de partis d'opposition a déposé un recours pour l'annulation pure et simple de la consultation référendaire. De vraies fausses listes fabriquées par le pouvoir en place circulaient dans le pays, en particulier à Ndjaména et

à l'étranger, notamment au Soudan pour gonfler artificiellement les voix des partisans du "Oui".

Dans ces conditions, il ne sera pas étonnant qu'une prétendue grande majorité d'électeurs se prononcent en faveur de la constitution. Alors voter pour ou contre ce projet, c'est cautionner les magouilles du gouvernement; c'est légitimer la dictature de Deby, cet ancien bras droit du sinistre Habré. Il était l'exécuteur des basses oeuvres de ce dernier; ses mains sont tachées de sang des victimes qu'il a torturées.

MALI

UN ACCORD DE PLUS ENTRE LE POUVOIR ET LES MOUVEMENTS TOUAREGS

La semaine dernière, Alpha Oumar Konaré en visite à Nouakchott a fièrement déclaré que le problème Touareg est désormais réglé et que tous les Touaregs réfugiés en Mauritanie sont invités à rentrer dans leur pays en toute liberté.

Car il y a eu un accord récemment entre le gouvernement malien et tous les mouvements touaregs. Selon lui, plusieurs milliers de réfugiés ont déposé leurs armes à Toubouctou et les ont brûlés publiquement pour montrer que la rébellion est terminée. Mais pour combien de temps?

En contrepartie le maître de Koulouba, Konaré, promet d'intégrer tous les anciens rebelles dans l'armée en attendant de leur trouver d'autres postes. Cet accord est soutenu par l'ONU et la Banque mondiale qui prévoient de financer des projets économiques et autres présentés par les anciens rebelles.

Cet énième accord sera-t-il respecté par les deux parties? Ou est-ce un repli tactique? L'avenir

le dira. En tous cas, le régime malien comme tous ses semblables d'autres pays africains, galonnés ou civils confrontés à ce problème conflictuel, ont montré leur incapacité de trouver une solution viable et durable. Des milliers de personnes meurent chaque année dans ce genre de conflits ethniques ou régionaux en Afrique.

Et des millions voire des milliards dépensés pour l'achat des armes pourraient servir plutôt à construire des dispensaires, des hôpitaux et des écoles et développer les cultures vivrières pour lutter contre le sous-développement et la désertification. Cela serait beaucoup plus bénéfique et utile pour ces populations pauvres.

Mais pour réaliser cela, ces populations ne peuvent pas compter sur des dirigeants comme Konaré. Elles auront plutôt à lutter contre ces dictateurs en place et leur politique criminelle qui consiste à pousser les populations les unes contre les autres et à s'entre-tuer.

COTE D'IVOIRE**CONFERENCE DE PRESSE DE DUNCAN
TOUT VA TRES BIEN
POUR LES RICHES .**

Le 28 mars le Premier ministre Kablan Duncan a donné une conférence de presse sur son bilan et ses perspectives économiques et sociales. Il a affirmé que: "grâce à la dévaluation... et grâce aux louables efforts consentis par toute la population... le taux d'évolution économique a atteint 7% en 1995. La politique économique de son gouvernement a pour objectif d'atteindre une croissance à 2 chiffres dès 1998".

Tout au long de son discours, Duncan se délivre des brevets d'autosatisfaction. En même temps il précise que de 1980 à 1993 (sous Houphouët) l'économie du pays était en crise. C'est depuis 2 ans (sous Bédié) que tout va bien. Quelle coïncidence! Si après toutes ces louanges, Bédié ne le maintient pas à son fauteuil actuel lors du prochain remaniement ministériel, c'est qu'il doit être sacrément ingrat à son égard. Mais quelle a été selon Duncan la politique économique qu'il a mise en oeuvre pour aboutir au résultat dont il se targue si fièrement?

On apprend de sa bouche que pour des nantis, des mesures favorables ont été mises en place: - Pour les commerçants les prix ont été libérés. - Pour tous les employeurs la législation du travail a été rendue encore plus souple et le nouveau code du travail est plus "libéral". - "Privatisation", "défiscalisation" pour les exportateurs de produits agricoles, "libéralisation" etc...

Voilà les mots qui sont sensés plaire aux riches. Tout cela leur rapporte gros. On voit de plus en plus de ces gens qui se pavanent dans des voitures de luxe rutilantes aux vitres fumées. Des revues spécialisées offrent des villas -ou

des logements- pour 600 000 F CFA de loyer mensuel. Mais ces annonces ne visent encore que des cadres, la petite bourgeoisie. Ces chiffres laissent imaginer le prix des palaces que s'offrent les bourgeois, ceux qui sont véritablement riches. Des villas telles que les travailleurs n'en voient même pas dans leurs rêves, avec des fontaines et des jets d'eau "son et lumière" derrière de hauts murs, ont poussé comme des champignons ces dernières années.

Pendant ce temps dans les entreprises ou les chantiers qui ont permis à tout ce beau monde de s'en mettre plein les poches, les conditions de travail et d'embauche ne cessent de se dégrader. Le nombre de salariés en fixe, mensualisés, ne cesse de diminuer alors qu'augmente celui des journaliers. Des centaines de femmes, d'hommes et même d'enfants mineurs sont contraints, pour échapper à la famine de faire la queue chaque matin à la quête d'un emploi devant les entreprises ou les chantiers. Ils en sont même réduits à payer tel gardien, qui connaît tel cadre, qui connaît tel chef du personnel, pour décrocher un emploi rémunéré à une poignée de CFA, l'espace de quelques jours ou quelques semaines. Tous ces affameurs capitalistes n'ont pas attendu Duncan pour faire ce qu'ils veulent.

C'est tout l'appareil d'Etat avec ou sans le gesticulateur Duncan qui est à leur entière disposition. Tout au plus leurs serviteurs Bédié/Duncan ont le droit d'avaliser après coup leurs pratiques licites et illicites.

Eh bien tout ce monde d'exploiteurs mérite la colère des travailleurs qui, en se fâchant,

leur feront ravalier leurs balivernes et leur politique.

COTE D'IVOIRE

ENCORE UNE AUGMENTATION DU PRIX DE L'EAU ?

A peine la période électorale passée, le gouvernement parle déjà d'augmenter le prix du m³ d'eau.

Ce sera encore un coup dur -un de plus - pour les familles pauvres qui vont devoir se serrer la ceinture une fois de plus.

Mais pourquoi cette augmentation? La Sodéci, société privée, réclame du gouvernement 13 milliards pour effectuer certains

travaux. Et comme toute entreprise capitaliste, ce qui compte pour elle, ce n'est pas la satisfaction des besoins de la population mais ramasser le plus de bénéfice. L'eau n'étant pour elle qu'une marchandise comme une autre. Cette société veut bien faire des bénéfices mais certainement pas payer les travaux nécessaires pour acheminer l'eau jusque chez les consommateurs. Alors elle demande au gouvernement, c'est-à-dire aux contribuables, de payer.

LES EXPLOITEURS DE ASH INTERNATIONAL: DES ORDURES!

On peut voir chaque jour ces femmes et ces hommes, (le plus souvent des femmes avec des enfants sur le dos) en train de balayer les rues en plein soleil, avec un chiffon -rarement un masque anti-poussière- attaché derrière la tête. Ils le font avec leurs instruments inadaptés, ce qui rend leurs conditions de travail encore

plus difficiles.

Eh bien, on apprend que ces employés d'Ash International, cinq cents environ, ne sont payés que 1400 francs CFA par jour et 750 pour la demi journée du samedi.

C'est ça le capitalisme dont nos gouvernants, la plupart des opposants et journalistes chantent les louanges.

UN CHARLATAN BLANC

Avec la crise de l'économie capitaliste, s'accroît le chômage et la misère. Et avec elle, les croyances en toutes sortes de charlatanismes.

Les marabouts, les féticheurs, les "prophètes" guérisseurs, les sorciers, etc, des charlatans de tout genre, font recette sur le dos de la population pauvre qui ne sait plus à quel saint se vouer, qui pour guérir d'une maladie, qui pour trouver un travail, etc.

Le plus grand charlatan n'est

pas toujours celui qui aborde les passants sur le bord des trottoirs avec ses produits miracles. Parce que celui-là fait ses choses avec ses moyens limités. Les victimes qu'il dupe se comptent un par un. Les charlatans qui font le plus de victimes sont des gens comme ce prêtre catholique d'origine canadienne qui utilise la radio, la presse écrite, les moyens de l'église, pour faire sa propagande en masse. La presse nous raconte qu'il guérit grâce à ses prières, des paralytiques, des aveugles, des sidéens, des tuberculeux, etc. C'est

à se demander pourquoi le Pape ne fait pas appel à ce prêtre auprès de lui au lieu d'avoir en permanence un médecin à ses côtés!

La concurrence est tellement grande chez tous ces marchands d'illusions qu'ils sont obligés de faire comme les politiciens en campagne électorale: à celui qui promet le plus.

Les travailleurs tombent souvent victimes de ces promesses. Ces vendeurs d'illusions exploitent la détresse des gens. Aujourd'hui

avec la misère grandissante, ça prolifère comme la drogue, la loterie, les sectes religieuses, etc. Et plus les travailleurs tombent victimes de ces gens là, plus leur misère grandit.

La bourgeoisie finance et favorise toute sorte de bondieuserie parce qu'elle affaiblit la conscience des travailleurs pour son plus grand bien: "la religion, c'est l'opium du peuple" disait un vieux révolutionnaire du siècle dernier. En cette veille de l'an 2000, cette affirmation reste d'actualité.

LA MONTEE DE LA POLITIQUE ETHNISTE EN COTE D'IVOIRE.

Dans une interview intitulée "Le tribalisme, une réalité en Côte d'Ivoire", accordée au journal "Le Populaire" du 27 mars, le sociologue Lanciné Sylla tente, à sa manière, d'expliquer cette situation et de proposer des solutions susceptibles d'éviter aux populations des drames comme ceux du Rwanda.

Selon lui, l'origine de la montée de l'ethnisme en Côte d'Ivoire remonte à la période du parti unique, notamment dans la manière dont le PDCI a dirigé le pays: "... l'Etat du parti unique PDCI a été géré fondamentalement par la "géopolitique", c'est-à-dire la manipulation des fibres ethniques de la nation", dit-il. Cette façon de faire a conduit à une concentration "du pouvoir de l'Etat" "entre les mains d'un groupe hégémonique ou d'un seul homme rompu dans l'art des manipulations ethniques et tribales".

Or, souligne-t-il, l'avènement du multipartisme et la disparition d'Houphouët Boigny n'ont pas mis fin à cette pratique. Ce sont toujours les mêmes hommes, qui ont "tendance à faire appel, avant tout, à leur groupe d'origine pour se maintenir

au pouvoir". En réaction à cela, les dirigeants des partis d'opposition font de même, en mobilisant eux aussi leurs groupes ethniques. C'est ainsi que s'explique l'implantation régionale des gros partis qui dominent la scène politique: "le FPI à l'Ouest, le RDR au Nord et le PDCI (...) au Centre", fait-il remarquer.

Pour sortir de cette situation qui fait planer sur le pays les risques d'affrontements ethniques, ce sociologue propose une entente entre les différents politiciens, ceux du pouvoir et de l'opposition, dans le respect du jeu démocratique: "ils doivent, dit-il, être habités par un esprit de recherche constante du consensus et du compromis pour la continuité de la Nation (...) dans l'acceptation de la démocratie par tous". C'est cette entente entre les politiciens bourgeois qui, selon lui, "pourrait aider à régler pacifiquement les conflits ethniques en particulier, les conflits politiques en général".

Il est vrai que le débat politique en Côte d'Ivoire se fait aujourd'hui sur un fond de tensions et conflits à caractère ethnique

évident. En effet, les dernières élections législatives et présidentielles en ont fait la démonstration. Dans la région de Gagnoa, par exemple, c'est de peu qu'on a évité le pire : les événements qui s'y sont passés, opposant les Baoulé, d'un côté, et les Bété, de l'autre, ont failli dégénérer en guerre ethnique ouverte.

Il est vrai aussi que ces oppositions ethniques sont tant le fait de ceux qui sont au pouvoir, c'est-à-dire les dirigeants du PDCI, que celui de ceux, de l'opposition, qui prétendent combattre ces derniers. D'une part, ceux qui dirigent s'appuient principalement sur leur ethnie. Cette pratique n'est d'ailleurs pas nouvelle. Depuis les années 60 qui ont vu la naissance de l'Etat ivoirien, le pouvoir mis en place par l'impérialisme, sous l'égide d'Houphouët Boigny, a de tout temps utilisé le tribalisme, même s'il le faisait dans le cadre de l'Etat unitaire, en associant à ceux du "groupe hégémonique", le clan baoulé, des politiciens issus d'autres ethnies.

Mais aujourd'hui, face aux dissensions au sein même de leur famille politique et surtout au mécontentement populaire profond, le régime PDCI apparaît franchement dominé par l'ethnie de ceux qui détiennent les principaux rênes du pouvoir, c'est-à-dire les Baoulés. Les héritiers d'Houphouët ont de plus en plus tendance à jouer au tribalisme en vue de leur maintien. Ils s'entourent essentiellement des gens de leur ethnie si ce n'est de leur famille. Ils se présentent volontiers comme les défenseurs des intérêts de leur ethnie ou de leur région à qui ils font croire que si leur pouvoir venait à tomber, elles seraient victimes de la vengeance des autres. C'est cette logique qui sous-tend toute la politique dite de "l'Ivoirité", divisant les populations de ce pays en "Ivoiriens de souche" et ceux "de

circonstance".

Aussi "démocrates" qu'ils veuillent apparaître, les dirigeants du FPI, d'un côté, ceux du RDR, de l'autre, ne s'affirment pas moins comme d'abord les défenseurs des Bétés et des Dioulas. Mais ce n'est pas au nom de la cohabitation fraternelle des ethnies qu'ils combattent l'ethnisme du pouvoir, mais par l'ethnisme d'autres ethnies. Ils présentent le régime actuel comme la dictature d'une ethnie ou d'une région qui opprimerait les autres, les leurs en particulier. Par conséquent, pour le combattre, ils s'appuient eux aussi sur leur ethnie. Ils aiguïsent les différences culturelles entre les populations, même là où il n'y a aucune oppression de ce type. Ils en appellent à la solidarité au nom de leur ethnie et la transforment en une hostilité contre les autres, notamment contre les ethnies de ceux qui dirigent, sans aucune distinction, comme si les pauvres et les opprimés des ethnies des dirigeants corrompus étaient responsables de la dictature et de la misère qu'ils subissent eux aussi!

Cependant si l'on ne s'arrête qu'à ce constat des faits, on ne voit qu'une partie des choses. D'où vient tout cela? La montée de toute cette vague ethniste n'est évidemment pas sans rapport avec l'aggravation des conditions de vie due à la crise économique. A l'arrière-fond de tout cela se trouve, en effet, la situation actuelle dans laquelle sont réduites les populations et dont la source profonde est le capitalisme.

A cause de la crise économique mondiale, la plupart des pays africains, qui ne tirent leurs ressources que de la vente de ses matières premières, comme la Côte d'Ivoire par exemple, connaissent d'énormes difficultés économiques dont les principales victimes sont les masses pauvres, "de souche" ou pas. Les salaires sont diminués et

souvent payés avec retard, les licenciements, opérés de façon massive pour permettre aux patrons d'augmenter leur marge de profit. Les bourses des étudiants ne tombent pas régulièrement. Les conditions de vie des travailleurs et des pauvres en général se dégradent de plus en plus, dans un contexte alimenté par l'insécurité et le banditisme, surtout après la dévaluation du F CFA qui a entraîné la baisse de moitié environ du pouvoir d'achat de la population et l'augmentation vertigineuse des prix des produits de première nécessité. Le pouvoir a beau parler de "la relance", "de croissance", etc, mais cela n'est que pure démagogie : les conditions de vie des masses pauvres n'arrêtent de se dégrader et il existe un réel mécontentement populaire dans le pays.

C'est dans ce contexte caractérisé par la faillite du capitalisme que la politique ethniste tire ses racines. L'ethnisme, comme l'intégrisme, pousse sur le terreau de la misère et du sous-développement. Si les politiciens démagogues, ceux du PDCI comme ceux de l'opposition, mobilisent des gens derrière eux sur des bases ethniques ou régionales, c'est parce qu'ils s'appuient sur des sentiments réels de frustrations qu'ils canalisent à leur manière.



Aussi, contrairement à ce que propose ce sociologue, une simple entente, "un compromis", entre les différents politiciens bourgeois ne résoudra aucun problème. Elle ne mettra même pas les populations à l'abri des conflits ethniques fratricides et criminels. Ailleurs, dans d'autres pays africains, au Congo, au Niger, au Tchad, au Rwanda, au Burundi, par exemple, au terme des conférences nationales tenues en grandes pompes ou des rencontres au sommet, il y a bien eu des "consensus", des "compromis", "dans l'acceptation de la démocratie par tous", entre les dirigeants de la dictature et leurs opposants! Mais est-ce que cela a empêché que les mêmes politiciens crachent sur leur propre parole et entraînent les pays dans des conflits sanglants? Et même si l'entente entre le pouvoir actuel et l'opposition se fait, qu'est-ce que cela changera? Les conditions de vie des masses pauvres s'en amélioreront-elles ? La population vivra-t-elle mieux ? Y aura-t-il plus de libertés?

Aucunement ! Les Gbagbo, Bédié, Djény et autres Wodié défendent rigoureusement les mêmes intérêts, ceux des riches. Qu'ils s'entendent entre eux ou que les uns remplacent les autres au pouvoir, pour les masses pauvres, ce sera pareil: la même exploitation, la même misère, les mêmes maladies, la même dictature, le tout imposé par les riches.

Les travailleurs et les masses pauvres en général n'ont aucun intérêt à faire confiance aux politiciens bourgeois, aux journalistes et autres larbins au service des riches quand ces derniers parlent de "consensus", de "compromis", de la patrie, de la religion, etc. L'ethnisme, le nationalisme, l'intégrisme, chacune de ces politiques est un piège dans lequel les politiciens bourgeois veulent entraîner les pauvres. C'est une sorte d'échappatoire qu'ils utilisent pour dévoyer les luttes,

pour les diriger vers des impasses pour les pauvres, parfois avant même que ceux-ci ne commencent à se révolter. Tous ces gens-là, en opposant les opprimés les uns aux autres sur des bases ethniques ou en cherchant à les unir derrière eux au nom de "la nation", visent tout simplement à se servir d'eux comme un tremplin pour se hisser au pouvoir. Au passage, ils détournent leur attention des véritables causes de leur misère, les empêchant ainsi de prendre conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans la transformation radicale du système actuel. Ils servent tous, en réalité, les intérêts du capitalisme.

La patrie, la nation ou l'ethnie de nos politiciens, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition, n'est pas celle qu'on croit ou qu'ils font croire. Ce n'est pas celle des "Ivoiriens" en général ou des "Baoulés", des "Bétés", des "Dioulas", etc. Ils ne se servent de ces notions que pour tromper les masses pauvres, pour les utiliser comme masse de manoeuvre ou, au besoin, comme chair à canon. Leur nation ou leur ethnie, la vraie celle-là, c'est celle des riches, celle du coffre-fort, de la mafia internationale dont ils sont les valets locaux ou aspirent à l'être. Voilà leur véritable nation ou ethnie, où l'on trouve aussi bien des riches noirs de chez nous que des blancs, Français, Américains, Allemands et autres, tous unis par une volonté commune d'exploiter les pauvres, y compris ceux d'ici, ivoiriens, bétés, baoulés, dioulas ou autres.

Inversement, les travailleurs et les pauvres en général eux non plus n'ont pas de patrie, de nation ou d'ethnie. Quelles que soient leurs origines et leurs croyances, ils constituent une classe à part,

celle des travailleurs, des opprimés, subissant la même exploitation, la même misère, les mêmes maladies et la même dictature imposées par les riches, sans exception. Ils n'ont donc que leurs intérêts à défendre, les intérêts des pauvres, des prolétaires.

Par conséquent, pour éviter que les politiciens démagogues de tout bord ne les entraînent dans des conflits ethniques où elles seront les principales victimes, mais aussi pour en finir avec l'exploitation, la misère et toutes les oppressions, les masses pauvres ne peuvent que compter sur leurs propres organisations et luttes.

L'avenir n'est ni dans des divisions sur des bases ethniques ni dans un "compromis" entre politiciens bourgeois. L'avenir, c'est de débarrasser la société de l'exploitation et de la misère, source profonde de toutes les oppressions, y compris les guerres ethniques. C'est là le seul avenir possible qui puisse permettre aux masses pauvres de toutes les ethnies de mettre en commun les moyens qui existent pour résoudre démocratiquement les problèmes auxquels elles sont confrontées. Cela est chose faisable. Mais seule la classe ouvrière en unissant toutes ses forces peut réaliser cette tâche-là. Par-delà ses diversités ethniques ou religieuses, elle est une classe unique qui vit de sa force de travail. Elle peut proposer une autre politique que celle, criminelle ou trompeuse, offerte par les démagogues nationalistes ou autres au service des exploiters. Mais pour cela, elle a besoin d'être organisée, d'avoir ses propres organes politiques indépendants des ceux de la bourgeoisie.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.